

Sujet 04 :Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Demander aux élèves de rester à l'Ecole jusqu'à 17, 18, ou 19ans est une aberration. Certains, sans même être en difficulté, souhaitent quitter le milieu scolaire. Il vaudrait mieux les laisser partir, quitte à ce qu'ils reviennent ensuite en formation. Mais le pourront-ils, s'ils sortent avec un niveau trop bas ? Certes, il existe des dispositifs pour un retour en formation (chèque-formation, P.I.F....) mais ils sont trop complexes. Il faudrait les simplifier.

Certaines associations patronales font des efforts pour susciter des vocations professionnelles (le Bâtiment a créé les « artisans messagers » pour populariser ses métiers auprès des jeunes), mais pour autant les entreprises ne veulent pas récupérer des jeunes en échec scolaire, ou de niveau trop faible. La rentabilité est en effet un facteur primordial pour elles, et les entrepreneurs doivent y réfléchir beaucoup avant d'embaucher. Selon l'un d'entre eux, le jeune salarié doit accepter d'entrer dans le monde du travail par « la petite porte », être patient, avoir le sens de l'effort ; il doit être prêt à poursuivre sa formation au sein de l'entreprise. A l'entrée dans la vie professionnelle, un CAP peut valoir un Bac Pro. (Mais, objecte-t-on, la voie professionnelle ne sera valorisée que si les jeunes sont mieux accueillis dans les entreprises et mieux considérés : ils l'emprunteront s'ils bénéficient d'un statut satisfaisant. Il faudrait revaloriser les salaires, par exemple, améliorer les conditions de travail dans certains secteurs (la métallerie par exemple), et supprimer les stages non rémunérés pendant les vacances. Il ne faut pas décevoir les attentes des jeunes. Or il arrive que des jeunes nantis d'un BTS ne trouvent pas d'emploi, car les entreprises jugent trop coûteuse une embauche à ce niveau de qualification).

Sujet 07 :Comment améliorer la reconnaissance de la voie professionnelle ?

Le L.P. est une partie du tout formé par l'Ecole. La voie professionnelle, tout à la fois voie d'insertion sociale, voie diplômante, et voie d'accès à la culture, est l'objet d'attentes plus variées sans doute que d'autres types d'établissements. Elle accueille nombre d'élèves qui rencontrent des difficultés de tous ordres (élèves en difficulté scolaire, élèves les plus défavorisés socialement : les autres empruntent les « voies d'excellence »... à l'image des enfants d'enseignants, qui fréquentent rarement les L.P. !) ; cela pèse sur ses résultats en terme de diplômes (les élèves en grande difficulté tirant vers le bas le niveau des classes). Elle souffre donc d'une image négative qu'il convient de redresser.

Des facteurs « externes » contribuent à augmenter le décri de la voie professionnelle : d'une part, le travail manuel est méprisé, alors même que les savoirs professionnels sont de plus en plus pointus, et que la demande en artisans est forte. D'autre part, on assiste à une délocalisation croissante des entreprises, ressentie comme une atteinte au droit au travail.. Enfin, la société elle-même tire les jeunes vers le bas en proposant de mauvais modèles qui vont à l'encontre de ceux que l'Ecole voudrait leur fournir : corruptions diverses, poids des sous cultures –par exemple médiocrité des programmes télévisés- ; plus que d'autres peut-être, les jeunes des L.P. y sont sensibles. Certains ne croient plus à la promotion par les études : ils ne rêvent plus de culture mais d'argent facile.

Ce sont là des problèmes de société : il ne faut pas faire comme si l'Ecole pouvait par elle-même leur apporter des réponses.

Les attentes :

Le L.P. attend des entreprises qu'elles prennent davantage leur part dans l'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement professionnel. Or elles n'accueillent pas facilement les stagiaires, et quand elles le font, ce peut être dans de mauvaises conditions. (A ce propos, il serait bon que les entreprises soient mieux préparées à accueillir des stagiaires, et en particulier que les maîtres de stages soient formés à la notation). Elles donnent parfois une image négative du travail. Elles paraissent trop

discrètes lorsqu'il s'agit d'informer les L.P. sur les emplois, et méfiantes à l'égard des diplômés même, soupçonnés de n'être pas une garantie de niveau. On prête aussi aux employeurs une vision utilitariste de la voie professionnelle : s'ils organisent des formations (en alternance par exemple), elles spécialisent excessivement les élèves, alors même qu'ils seront appelés à exercer plusieurs métiers au cours de leur vie.

Il faut donc impérieusement que le L.P. et l'entreprise se rapprochent, et trouvent des temps de concertation : la valorisation de la voie professionnelle est à ce prix.

Les attentes des parents sont importantes aussi : si les enseignants se jugent parfois démunis face aux élèves en difficulté, beaucoup de parents le sont aussi face à leurs propres enfants : ils ne peuvent pas prendre en charge les apprentissages scolaires : c'est au lycée d'amener les élèves à la réussite. Pour cela, on pourrait entre autre supprimer les devoirs à la maison, remplacés par des travaux dirigés en fin de journée scolaire. Mais les parents doivent être mieux associés à la scolarité de leurs enfants. Les parents les plus défavorisés, les moins diplômés, n'ont guère de contacts avec les établissements que leurs enfants fréquentent. Ils ignorent les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté, ou ne savent comment en bénéficier. Il est vrai qu'au niveau national, on ne rend pas assez compte de ce qui est fait dans les L.P., et qui fonctionne bien (par exemple, l'expérimentation de la « 3^{ème} préparatoire à la vie professionnelle » à Dives. Ce chemin d'accès à la voie professionnelle devrait être mieux connu, parce qu'il informe vraiment les collégiens sur les métiers.) La définition de procédures d'orientation communes à tous les établissements permettrait que les collégiens soient laissés dans l'ignorance au sujet des formations professionnelles, ce qui est trop souvent le cas aujourd'hui.

Tout aussi pressante est la demande d'apport culturel. Les élèves défavorisés n'ont pas d'activités extrascolaires épanouissantes ; or l'épanouissement personnel fait partie de la réussite. L'Ecole doit leur venir en aide. Il faudrait donc accorder plus de place à l'enseignement des arts (la place de l'Art à l'Ecole devrait faire l'objet d'un débat national).

En somme, l'Ecole est un « contre-pouvoir » à la médiocrité de l'imprégnation culturelle actuelle et au déterminisme social. Pour faire face à sa mission propre, le L.P. doit être mieux connu, en particulier des collégiens, et disposer de moyens : il faut que les professeurs puissent « défendre l'enseignement ». L'augmentation du nombre des bacheliers (dans laquelle le L.P. joue son rôle) a un coût. Il serait hypocrite de nier cette réalité.

Remarques complémentaires sur le débat

Certains participants souhaitent débattre du bien fondé du débat. Ils souhaitent le replacer dans son contexte social, celui des grèves du Printemps : il n'y a pas eu débat lors de la suppression des aides-éducateurs, lors du rattachement des COP, des médecins, des infirmières scolaires aux régions, lors du transfert des ATOSS. Pourquoi devrions nous maintenant participer à un simulacre de débat, à une « entreprise manipulatrice », quand les questions ont été préparées par le Ministère, quand le sommaire de la synthèse finale est déjà prêt, quand le ministre annonce : « nous retiendrons les réponses qui nous paraîtront bonnes ». ? Par ailleurs, le Ministre veut-il vraiment abaisser le taux de non-qualifiés à la sortie du système scolaire, évalué aujourd'hui à 15 % ? Ce n'est pas en supprimant des filières (comme on le fait aujourd'hui à Dives et ailleurs) qu'on arrivera à remotiver des élèves qui, déjà en difficulté, seront contraints de se déplacer pour recevoir la formation qu'ils souhaitent.

Enfin, on note qu'il y a de l'argent pour faire un débat, ... mais pour le reste ?

Trois priorités pour l'Ecole

1 Pour que l'Ecole puisse être vraiment un contre-pouvoir culturel dans une société qui médiatise les mauvais modèles, il faut lui en donner les moyens.

2 Il faut améliorer les dialogues Ecole-parents et Ecole-entreprises.